



IRAK

# Victoire probable de la liste du Premier ministre aux provinciales

*La liste du Premier ministre Nouri al-Maliki était donnée hier en tête dans la majorité des régions chiites aux élections provinciales en Irak marquées par une forte participation et l'absence de violences.*

Selon les premiers résultats non officiels établis par l'AFP avec les comités électoraux locaux, la «coalition de l'Etat de droit» du Premier ministre devance ses concurrentes dans six provinces chiites du sud et à Bagdad où les premiers chiffres sont connus. Elle arrive en seconde position dans la province chiite de Kerbala.

Le président américain Barack Obama a qualifié le scrutin de samedi d'«important pas en avant qui devrait faire avancer le processus permettant aux Irakiens de prendre en main leur avenir.

Les résultats préliminaires devraient être annoncés d'ici cinq jours et les résultats définitifs dans plusieurs semaines, a déclaré Staffan de Mistura, le représentant du secrétaire général de l'ONU en Irak. Le taux de participation dans l'ensemble des 14 provinces où s'est déroulé le scrutin s'est élevé à 60%, contre 49,8% lors des élections précédentes, en janvier 2005.

La participation dans les onze régions à majorité chiite ne dépasse pas les 60%, sauf dans la province de Diwaniyah où elle atteint 65%. Chez les sunnites, qui avaient



L'ouverture des urnes après les scrutins provinciaux.

boycotté le scrutin de 2005, la participation est bien plus forte : 70% dans la province septentrionale de Ninive contre 14% en 2005, 61% à Salaheddine contre 15%. Dans la région d'Al-Anbar, le taux tourne autour de 40% contre moins de 1% il y a quatre ans.

Si le Premier ministre n'était pas candidat, il semble avoir réussi à transformer ce scrutin-test pour la stabilisation du pays en plébiscite pour asseoir son autorité face au tout-puissant Conseil supérieur islamique d'Irak (CSII) d'Abdel Aziz

Hakim et aux partisans du chef radical chiite Moqtada Sadr.

Partout, les sortants ont été durement sanctionnés car la population leur reproche leur incapacité à leur fournir les services de base et à lutter contre le chômage. Proche de l'Iran, le CSII perdrait au moins six des sept provinces qu'il contrôlait au profit du parti du Premier ministre.

Les Sadristes céderaient l'unique province de Missane également au profit de M. Maliki, qui, lui perd le contrôle de Kerbala.

PROCHE-ORIENT

## Le gouvernement israélien complice de la colonisation illégale en Cisjordanie, selon un rapport confidentiel

*La poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie, en contradiction avec les accords internationaux et les propres lois de l'Etat hébreu, s'effectue avec la complicité passive ou active du gouvernement israélien, selon un rapport officiel confidentiel obtenu par un groupe de défense des droits de l'homme.*

Ce rapport qui renferme des données confidentielles compilées par le ministère israélien de la Défense lui-même est parvenu par une «fuite» au groupe israélien de défense des droits de l'homme Yesh Din, qui l'a rendu public et a promis vendredi de s'en servir pour aider les Palestiniens à engager des poursuites judiciaires.

Interrogé par l'Associated Press, le ministère de la Défense s'est refusé à tout commentaire. Les informations contenues dans le rapport montrent que, dans de nombreux cas, les nouvelles implantations juives en Cisjordanie sont construites sur des terres appartenant à des Palestiniens et que le gouvernement israélien est au cou-

rant depuis longtemps de ces infractions mais les garde secrètes. Plus de 30 implantations ont été partiellement bâties sur des terres saisies à des Palestiniens et, dans les trois quarts des cas, certaines constructions ont été effectuées sans les permis adéquats, selon les données rassemblées dans le rapport. Ainsi, dans la colonie d'Elon Moreh, 18 maisons ont été construites sur des terres privées. Dans celle d'Efrat, c'est le cas d'un parc et d'une synagogue. Et, dans la colonie d'Ariel, un collège a été érigé sans autorisation officielle. Dans d'autres implantations, des routes, des antennes de téléphonie mobile, des terrains de basket et des quartiers ont été construits illé-



Ehud Olmert.

galement, selon le rapport.

Ce rapport est une «grave mise en accusation» de l'armée et du gouvernement israéliens, a estimé Michael Sford, avocat du groupe

Yesh Din, dans un communiqué. Les autorités israéliennes «violent systématiquement les lois internationales et les droits à la propriété des habitants palestiniens».

Yesh Din a l'intention de recourir à «tous les moyens légaux» pour contester les infractions listées dans cette base de données confidentielle, notamment en déposant des plaintes au civil et en en appelant à la Cour suprême d'Israël.

Le groupe de défense des droits de l'homme va également lancer une campagne publicitaire dans les journaux palestiniens pour inciter les habitants à engager des poursuites judiciaires et leur proposer un conseil juridique.

TURQUIE

## Un membre présumé d'Al-Qaïda tué par la police à Istanbul

Un membre présumé du réseau Al-Qaïda a été tué jeudi par la police lors d'une fusillade à Istanbul, a déclaré le gouverneur d'Istanbul, Muammer Güler, cité par l'agence de presse Anatolie.

Trois autres membres du réseau ont été capturés à l'issue de l'affrontement survenu alors que les quatre hommes tentaient de dévaliser un bureau de poste dans le quartier périphérique de Sultantebeyli, a indiqué le gouverneur en réponse aux questions de journalistes, selon Anatolie.

«L'incident s'est produit au cours d'une filature visant le réseau Al-Qaïda», a déclaré M. Güler, expliquant que la police disposait d'informations sur le projet de hold-up et avait installé un dispositif de sécurité devant le bureau de poste. «Les membres du réseau ont ouvert le feu quand ils sont tombés sur nos policiers. L'un d'eux a été tué dans la riposte des policiers, les trois autres, dont un blessé, ont été arrêtés», a poursuivi le gouverneur, cité par l'agence. M. Güler a précisé qu'aucun policier n'avait été blessé dans la fusillade et a souligné que de telles tentatives de hold-up de bureaux de poste s'étaient déjà produites dans le même secteur. La police turque enquête et procède régulièrement à des arrestations dans les milieux islamistes proches d'Al-Qaïda, notamment à Istanbul. Elle a arrêté mi-décembre 30 personnes soupçonnées d'appartenir au réseau. Onze membres présumés d'Al-Qaïda arrêtés en août dans les provinces de Bingöl et de Mus (sud-est de la Turquie) et accusés d'avoir créé un groupe — la Brigade musulmane de la vengeance — ayant pour objectif de commettre des attentats doivent être jugés prochainement. Une cellule turque d'Al-Qaïda a été tenue pour responsable d'attentats à Istanbul en novembre 2003 contre deux synagogues, le consulat britannique et la banque britannique HSBC, qui avaient fait 63 morts et des centaines de blessés. En février 2007, sept militants présumés d'Al-Qaïda, dont un Syrien considéré comme le cerveau et le financier de ces attentats, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité.

SRI LANKA

## Risque de massacres après la chute des Tigres tamouls

Alors que l'armée gouvernementale annonce la chute des rebelles séparatistes des Tigres tamouls, une crise humanitaire se développe au Sri Lanka. De retour de Colombo, un défenseur des droits humains craint que la défaite de la guérilla soit suivie de massacres.

«Le droit le plus menacé aujourd'hui, c'est celui de vivre. Après un conflit de près de trente ans et des atrocités commises de part et d'autre, la défaite militaire des Tigres ouvre la porte aux règlements de comptes et aux massacres. C'est le constat inquiet que dresse Adrien-Claude Zoller, de retour du Sri Lanka. Le directeur de l'ONG Genève pour les Droits de l'homme vient d'y donner une série de cours, auxquels ont participé des associations issues de la société civile. L'armée sri-lankaise, elle, annonce la chute des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), un mouvement qui cherche à obtenir par les armes la constitution d'un Etat tamoul indépendant. Adrien-Claude Zoller commente : «Mahinda Rajapakse (le président du Sri Lanka élu en novembre 2005, ndr) et son gouvernement ne croient qu'à la force des armes. Ils espèrent ainsi éradiquer la guérilla tamoule. Mais cette offensive qui remonte à la rupture de la trêve en janvier 2008 n'apporte pas de solution politique qui devrait forcément passer par la négociation. Or, plus personne ne parle de négociations. Avant de préciser : «L'armée gouvernementale peut vaincre les forces armées des Tigres, mais pas ses groupes de guérilla qui peuvent toujours commettre des attentats. De plus, la guérilla continue de contrôler certains territoires d'accès difficile.» 250 000 civils sont pris au piège dans des combats au nord du Sri Lanka. Ces zones se situent dans la région de Vanni, une région en proie à une crise humanitaire majeure, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

## LE PREMIER MINISTRE CHINOIS EN GRANDE-BRETAGNE

### Plusieurs manifestants pro-tibétains interpellés par la police à Londres

Les protestataires ont été emmenés après avoir franchi des barrières de sécurité à l'arrivée de la voiture du chef du gouvernement chinois. La police a rapidement tenu le reste des quelque 200 manifestants à l'écart, de l'autre côté de la rue. Wen Jiabao effectue une visite de trois jours en Grande-Bretagne destinée à développer les liens économiques entre les deux pays et à lutter contre la crise

économique internationale. Il s'est entretenu samedi avec le Premier ministre britannique Gordon Brown et doit à nouveau le rencontrer aujourd'hui lundi.

Des mouvements pro-tibétains ont annoncé qu'ils organiseraient des manifestations à l'occasion de son voyage. Hier, devant l'ambassade de Chine, ils faisaient face à un groupe de manifestants pro-chinois.

JAPON

## Un volcan menace d'entrer en éruption

Le volcan du mont Asama, dans le centre du Japon, menace d'entrer en éruption dans les deux jours, étant donné l'augmentation de son activité sismique, a prévenu hier l'Agence météorologique nationale.

«L'Asama pourrait entrer en éruption dans les deux jours et cracher des pierres et de la cendre. Nous suivons attentivement son activité sismique», a déclaré un responsable de l'agence,

SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

# Divisions sur l'avenir de l'organisation

*L'Union africaine (UA) a ouvert hier à Addis Abeba son 12<sup>e</sup> sommet, officiellement centré sur le développement des infrastructures mais dominé en fait par la crise politique à Madagascar et les divisions des Etats membres sur l'avenir de l'organisation.*

Sur fond de crise économique mondiale, de nombreux dirigeants africains n'ont pas caché leur inquiétude sur une baisse de l'aide internationale, qui contribue notamment à financer les infrastructures.

«Les économies et les populations africaines s'apprentent à subir de plein fouet les conséquences» de cette crise «dont elles ne sont nullement responsables», a assuré à la veille de la rencontre le président de la Commission de l'UA, Jean Ping.

Il a souligné «la vulnérabilité d'un continent toujours fragilisé par des crises latentes et des conflits ouverts».

Contrairement aux habitudes de l'UA, ce sommet de trois jours a débuté directement par une session à huis clos, sans cérémonie formelle d'ouverture.

Une vingtaine de chefs d'Etat seulement sur les 53 Etats membres avaient fait le déplacement, selon les organisateurs.

Outre les discussions sur «le développement des infrastructures» du continent, thème officiel du sommet, et sur les divers conflits et



Les présidents de la Commission de l'UA, J. Ping (g) J. Kikwete et P. Nkurumiza.

crises qui affectent l'Afrique, les chefs d'Etat devaient plancher hier sur l'instauration d'un «gouvernement de l'Union», réclamé par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi mais qui inquiète bon nombre de ses pairs, peu soucieux de transférer à l'UA une partie de leur souveraineté.

Autres dossiers brûlants du sommet qui dure jusque mardi, la situation en Somalie, à Madagascar, en Mauritanie et en Guinée.

Le nouveau président somalien, l'islamiste modéré cheikh Sharif

der au pouvoir par des voies qui ne sont pas constitutionnelles», a martelé M. Ping.

Madagascar, où doit se tenir en juillet le prochain sommet de l'UA, est représenté à Addis Abeba par son Premier ministre, Charles Rabemananjara.

Si l'on note dans les couloirs du sommet un notable assouplissement de l'UA vis-à-vis de la Guinée, notamment suite aux engagements de la junte au pouvoir d'organiser des élections avant fin 2009, la position demeure inflexible sur la Mauritanie.

L'UA et ses partenaires, dont l'Union européenne (UE), ont décidé samedi de reporter au 20 février leur réunion consacrée à la crise en Mauritanie prévue le 5 février, en vue d'éventuelles sanctions ciblées après le coup d'Etat du 6 août.

Concernant le Zimbabwe et l'accord entre le régime du président Robert Mugabe et son principal opposant, Morgan Tsvangirai en vue de la constitution d'un gouvernement d'union nationale après un an de blocage, l'UA a demandé la levée des sanctions imposées par l'Europe et les Etats-Unis «afin d'améliorer la situation humanitaire».

Selon M. Ping, «tout le monde aujourd'hui devrait aider le Zimbabwe à reconstruire son économie parce qu'un accord a été conclu».

KENYA

## Plus de 110 morts dans l'explosion d'un camion d'essence

*Plus de 110 personnes sont mortes dans l'explosion samedi soir au Kenya d'un camion d'essence accidenté autour duquel elles s'étaient massées pour recueillir le carburant qui s'écoulait de la citerne, un drame sans précédent dans le pays.*

«C'est une tragédie nationale», a déclaré hier aux journalistes le ministre kényan de l'Intérieur, George Saitoti, qui s'est rendu avec le Premier ministre Raila Odinga sur les lieux de l'accident près de la ville de Molo (150 km au nord-ouest de Nairobi). M. Saitoti a fait état d'un bilan de 111 morts, dont «quatre policiers qui s'étaient rendus sur place pour maîtriser la foule». Les secours ont en outre dénombré plus de 150 blessés Des corps, brûlés au-delà de toute identification possible, gisaient toujours plusieurs heures plus tard autour de la carcasse du poids-lourd alors que les secours s'affairaient encore à évacuer les blessés vers les hôpitaux de la région, a constaté un correspondant de l'AFP. Des familles en pleurs étaient à la recherche de proches disparus. Plusieurs religieux priaient à la mémoire des victimes et tentaient de réconforter les survivants.

«J'ai perdu trois fils, et mon dernier est à l'hô-

pital sérieusement blessé. Un de ceux qui est mort devait entrer à l'école secondaire la semaine prochaine», témoignait un habitant, John Sang. Sol jonché de bidons et de jerricans, véhicules déchiquetés, végétation carbonisée : les environs de l'accident présentaient un paysage de désolation totale, témoignant de la violence de l'explosion qui a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde. «Je voyais beaucoup de monde sur le lieu de l'accident et je me suis précipité quand j'ai entendu qu'il y avait de l'essence. J'avais déjà ramené un jerrican à la maison et j'allais en prendre en deuxième quand j'ai entendu l'explosion», a raconté à l'AFP Michael Kerich, 25 ans, allongé sur une couverture à l'hôpital provincial de Nakuru, près de Molo. «C'était comme si tout s'était enflammé. Je ne sais même pas comment je me suis retrouvé ici», a-t-il ajouté. Selon les premiers éléments de l'enquête, la plupart des victimes s'étaient ruées sur le lieu de l'accident du camion, renversé sur le bas-côté. Elles tentaient de récupérer le carburant qui coulait lorsque la citerne a explosé, selon le porte-parole de la police Eric Kiraithe.

«Il y avait beaucoup de monde», selon un

porte-parole de la Croix-Rouge kényane, Titus Mung'u : «C'est à ce moment que le camion a explosé. Le feu semble avoir été provoqué par quelque chose comme une boîte d'allumettes».

Selon certains témoins, l'incendie suivi de l'explosion pourrait avoir été déclenché par une cigarette. Selon le porte-parole de la police, la cause exacte de l'accident reste à établir.

Des accidents de ce type surviennent régulièrement au Nigeria, mais un tel désastre est sans précédent au Kenya, un pays qui a fait face récemment à des pénuries de carburant. «C'est vraiment malheureux de perdre autant de vies en moins d'une semaine», a commenté le ministre de l'Intérieur. Mercredi, 25 personnes ont péri dans l'incendie d'un supermarché à Nairobi et les secours fouillaient toujours hier les décombres à la recherche d'éventuelles victimes supplémentaires.

Après ces deux drames, le président Mwai Kibaki a décrété hier une semaine de deuil national, a annoncé le porte-parole du gouvernement, Alfred Mutua, ajoutant qu'il «n'y aura aucune célébration nationale pendant cette période et que les drapeaux seront mis en berne».

COLOMBIE

## Les Farc reprennent les libérations unilatérales

*La guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) a commencé à libérer unilatéralement depuis hier six otages politiques, revenant sur sa décision de ne plus en relâcher sans contrepartie.*

Le CICR est arrivé en Colombie pour chercher les six otages qui doivent être libérés. Un peu plus d'un mois après l'annonce de ces libérations à venir, dans un communiqué diffusé sur Internet le 21 décembre, un hélicoptère fourni au CICR par le Brésil s'est posé hier dans un lieu tenu secret pour récupérer trois poli-

ciers et un soldat dont l'identité n'a pas été révélée. Il devrait ensuite les acheminer jusqu'à Villavicencio, à 90 km à l'est de Bogota, pour les rendre à leurs proches.

Aujourd'hui, le même hélicoptère récupérera Alan Jara, un ancien gouverneur enlevé en 2001 et le ramènera, selon le même procédé, à Villavicencio.

Mercredi, il partira de Cali (500 km au sud-ouest de Bogota) pour chercher l'ex-député provincial Sigifredo Lopez, enlevé en 2002 avec un groupe de onze élus dont il est le seul survivant.

Auparavant, le Comité internatio-

nal de la Croix-Rouge (CICR) a obtenu du ministre de la Défense Juan-Manuel Santos l'arrêt des opérations militaires dans une partie du département de Caqueta (sud-est), où se trouveraient les quatre premiers otages, garantie de sécurité indispensable à la réussite de l'opération.

Les otages seront remis à une «commission» composée de la sénatrice d'opposition (Parti libéral) Piedad Cordoba, d'un médecin français du CICR, Pierre Hofer, de la directrice suisse des opérations pour l'Amérique de cet organisme, Patricia Danzi et de l'adjoint du chef

de mission du CICR en Colombie, le Suisse Thierry Grobet. Trois membres de Colombiens pour la paix — un groupe de personnalités de gauche qui dialogue par écrit avec la guérilla depuis septembre — seront également présents.

Une fois les six hommes libérés, le groupe des otages «politiques» des Farc — qui détiennent aussi des centaines de civils pour lesquels elles exigent des rançons — sera composé seulement de militaires et policiers (22), Alan Jara et Sigifredo Lopez étant les deux dernières personnalités politiques détenues par la guérilla marxiste.

